

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 337

[2008/200324]

20 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux plans de réhabilitation

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, notamment l'article 35, § 2, alinéa 2;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les articles 42, §§ 1^{er} et 2, et l'article 47, § 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 novembre 2007;

Vu l'avis n° 43.900/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 décembre 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de disposer à compter du 1^{er} janvier 2008, date d'entrée en vigueur du décret fiscal du 22 mars 2007, d'une procédure d'instruction des plans de réhabilitation prévus à l'article 35, § 2, second alinéa, de ce décret;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Des plans de réhabilitationSection 1^{re}. — Définitions et principe

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes;

2° Ministre : le Ministre de l'Environnement;

3° redevable : le redevable visé à l'article 36 du décret;

4° fonctionnaire technique : le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué;

5° Office : l'Office wallon des déchets.

Art. 2. Le plan de réhabilitation visé à l'article 35, § 2, du décret, est soumis à l'approbation du Ministre conformément aux règles fixées par le présent arrêté.

Section 2. — Contenu des plans de réhabilitation

Art. 3. Le dossier d'introduction du plan de réhabilitation contient en tout cas :

1° l'identité du redevable de la taxe et sa qualité - contrevenant, détenteur des déchets, demandeur;

2° un état des lieux du site pour lequel est sollicité l'approbation du plan, en ce compris :

a) la description et l'identification des déchets présents et des contaminants;

b) la description du site, son histoire et l'origine de la contamination;

c) la délimitation des déchets et panaches de pollution, notamment sur base de plans mentionnant la localisation des relevés, les concentrations en polluants dans le sol, le sous-sol et les eaux, la profondeur atteinte par ces contaminations, ainsi que les panaches de pollution attendus;

d) le volume total et les pourcentages respectifs des déchets, des contaminants et des sols contaminés;

e) des photos récentes et précises du site prises à partir de chaque point cardinal ou des points de vue les plus sensibles;

f) l'occupation actuelle du sol et des alentours immédiats (habitat, type de végétation, etc.).

3° la localisation du site :

a) adresse, lieu-dit et superficie;

b) un plan cadastral et la liste des propriétaires des parcelles situées dans un rayon de 100 mètres autour des parcelles concernées par le plan;

c) le libellé des parcelles cadastrales concernées par le plan et l'indication de la superficie concernée par chacune d'elle;

d) l'affectation planologique au plan de secteur et/ou au plan communal d'aménagement, le site étant repéré sur photocopie couleur;

e) un plan de situation reprenant les parcelles concernées par le plan sur une carte topographique exécutée à l'échelle 1/10 000^e ainsi que leurs coordonnées Lambert géoréférencées et

f) un plan de localisation de zones particulières ou sensibles dont notamment les périmètres Natura 2000 présents à proximité (300 m du site);

4° évaluation de l'impact des déchets :

I. sur base d'une étude géologique, hydrogéologique, géomorphologique et hydrographique pertinente, l'évaluation de l'impact des déchets sur les nappes phréatiques et les éventuels captages ainsi que sur les eaux de surface;

II. l'évaluation des impacts et des risques sur le sol, le sous-sol, l'air, la santé humaine, la faune et la flore environnantes, dont notamment les sites Natura 2000.

5° le processus de réhabilitation :

I. le projet de processus de réhabilitation comprenant une notice décrivant les lignes directrices et les options poursuivies, ainsi que :

1. en ce qui concerne la protection de l'environnement et de la santé humaine sur le site et aux alentours de celui-ci :

a) les mesures à prendre afin de réduire au maximum les risques de contamination des eaux souterraines et de surface;

b) les mesures proposées afin de réduire au maximum le risque de pollution de l'air et du sol par les gaz, les poussières et éventuellement les envols de déchets; l'occurrence d'un risque d'explosion sera, le cas échéant, pris en compte;

c) les moyens de contrôle des performances atteintes par les mesures précisées sous a) et b) (puits, analyses,...);

d) un plan des implantations des ouvrages de surveillance et de contrôle à l'échelle la plus appropriée;

2. en ce qui concerne les modifications du relief du sol, notamment :

a) une vue en plan de la modification du relief à l'échelle la plus appropriée. La vue en plan englobe une partie du relief des parcelles environnantes;

b) des profils ou coupes longitudinales et transversales, idéalement à la même échelle que la vue en plan (s'il échet, les échelles verticales pourront être légèrement exagérées par rapport aux échelles horizontales) repérés par rapport à des points fixes, les profils et coupes sont localisés sur une vue en plan;

c) des croquis ou des images de synthèse d'intégration ou de "signalement" dans le paysage du site réhabilité;

d) le volume, la nature et l'origine des matériaux de remblais utilisés strictement pour la réhabilitation;

3. en ce qui concerne le volet Natura 2000, si le projet est susceptible d'avoir un impact significatif sur un site Natura 2000, il comprend également, une évaluation appropriée des incidences qui aborde notamment les points suivants :

a) impacts potentiels sur les espèces et habitats d'intérêt communautaire du site;

b) impacts potentiels du projet sur les habitats d'intérêt communautaire prioritaires.

Pour a) et b) seront notamment envisagés la destruction directe des habitats ou espèces, le bruit, le dérangement, le risque de contamination des eaux, des sols, etc.;

c) dans le cas où les impacts de ce projet sur le site Natura 2000 sont défavorables au maintien de l'état de conservation des habitats naturels et/ou espèces d'intérêt communautaire, le demandeur devra annexer à cette évaluation un complément précisant :

c1. qu'il n'y a pas d'alternative à ce projet;

c2. les raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique pour sa réalisation malgré les impacts négatifs sur le site sachant que lorsque le site concerné abrite un type d'habitat naturel prioritaire, seules peuvent être invoquées des considérations liées à la santé de l'homme et à la sécurité publique ou à des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ou, après avis de la Commission des Communautés européennes, à d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur;

c3. les mesures prises pour limiter ces impacts négatifs :

— sur le projet lui-même;

— lors de la phase de réalisation;

— lors de la phase d'exploitation.

4. les mesures compensatoires éventuelles envisagées.

II. la description précise du projet de réaffectation à court, moyen et long termes.

III. dans le cas où le processus comporte la mise en place de plantations, il y aura également lieu de joindre :

a) une vue en plan des masses végétales à l'échelle la plus appropriée;

b) une vue en plan des zones plus spécifiques (plantées d'essences spécifiques) à l'échelle la plus appropriée;

c) sur base du ou des croquis précités au point 5°, I., des croquis ou une image de synthèse soulignant l'apport des plantations dans l'intégration ou le signalement du dépotoir dans le paysage.

Dans les vues en plans des plantations doivent figurer les alignements, les masses végétales, les associations végétales, les équidistances entre les plantations, la nature des essences, leur force et leur densité ainsi que les endroits, les types et procédés d'engazonnement;

6° les procédés techniques préconisés pour réaliser le projet et la description des travaux et des installations à mettre en œuvre.

Dans la mesure où le processus implique la mise en œuvre d'un assainissement du sol sur le site même :

— une notice dont le contenu est identique à la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement dont le modèle est visé à l'annexe VI de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

— un plan d'implantation et de situation dressé à une échelle appropriée, indiquant la disposition des stocks, appareils, machines, ainsi que leur situation par rapport aux propriétés et aux habitations voisines;

— une description précise de l'installation et des appareils et procédés à mettre en œuvre, la nature et la puissance de chaque moteur ainsi que la nature et les quantités approximatives des produits à emmagasiner (résidus solides ou liquides du traitement, combustibles liquides ou gazeux, produits chimiques utilisés lors des opérations, etc.);

— les conditions de stockage des résidus et matières auxiliaires;

— le régime de travail (jours et plages horaires);

— le nombre de personnes employées sur le chantier;

7° I. l'identification des objectifs poursuivis et des performances attendues en terme notamment de concentrations résiduelles des contaminants dans le sol, le sous-sol, les eaux souterraines et l'impact sur l'environnement et la santé humaine sur le site et à ses alentours;

II. la description précise d'un projet de réaffectation et de revitalisation à court, moyen et long termes;

8° les mesures destinées à préserver l'environnement et la santé humaine lors de la mise en œuvre du processus;

9° le calendrier de mise en œuvre du plan (carte et croquis de phasage) et son terme;

10° les mesures de post-gestion proposées ainsi que leurs durées;

11° les noms et adresses des personnes que l'interlocuteur se propose de charger de l'exécution du plan et de la post-gestion;

12° l'engagement formel d'établir un état des lieux du site après la réhabilitation;

13° l'estimation des coûts de la réhabilitation et de la postgestion, T.V.A. comprise;

14° le cas échéant, dans les conditions fixées à l'article 16 du présent arrêté, la preuve de l'engagement d'un établissement de crédit en qualité de caution solidaire et indivisible pour le montant du coût de réhabilitation.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les pièces dont disposent déjà l'administration ne doivent plus lui être communiquées.

Section 3. — Approbation et modification des plans

Art. 4. Le dossier est introduit par le redevable, en 7 exemplaires, ainsi qu'un exemplaire sous format électronique, auprès du fonctionnaire technique, par lettre recommandée à la poste ou toute autre modalité conférant date certaine.

Dans les trente jours de l'introduction du dossier, le fonctionnaire technique vérifie si le dossier est complet et notifie au redevable, au collège communal de la commune concernée et au Ministre que ce dossier est recevable ou ne l'est pas.

Art. 5. Dans le même temps qu'il notifie au redevable, au collège communal de la commune concernée et au Ministre que le dossier est recevable, le fonctionnaire technique en adresse copie aux fonctionnaires suivants :

1° le fonctionnaire dirigeant l'Office;

2° l'inspecteur général de la Division de l'Eau;

3° le directeur provincial compétent de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement;

4° l'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts.

Ces fonctionnaires disposent de cinquante jours pour remettre leur avis motivé au fonctionnaire technique. Passé ce délai, ils sont réputés avoir donné un avis favorable.

Art. 6. Le fonctionnaire technique établit un rapport de synthèse et fixe le plan de réhabilitation en se basant notamment sur les documents visés à l'article 3 et sur les avis visés à l'article 5, et, s'il s'éloigne sensiblement du projet de plan tel qu'introduit conformément aux articles 3 et 4, après avoir entendu le redevable.

Il envoie le rapport de synthèse et le plan de réhabilitation au Ministre, ainsi qu'un exemplaire du rapport et du plan sous format électronique.

Art. 7. Le Ministre statue sur le plan dans les cent vingt jours qui suivent la notification qui lui est faite que le dossier est recevable.

Il fixe le calendrier de mise en œuvre et le terme du plan, sans que celui-ci ne puisse excéder trois ans renouvelables. Il fixe les dates auxquelles le redevable adresse au fonctionnaire technique le ou les rapports sur l'état d'avancement des opérations de réhabilitation.

Art. 8. La décision statuant sur le plan est notifiée par le fonctionnaire technique au redevable, au collège communal de la commune concernée et aux fonctionnaires visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, ainsi qu'au directeur régional compétent de la Division de la Prévention et des Autorisations.

Art. 9. Sur proposition du fonctionnaire technique, le Ministre peut, à tout moment, après avoir donné au redevable la possibilité de faire valoir son point de vue, modifier les obligations imposées, notamment en vue de limiter les effets négatifs sur le sol, la flore, la faune, l'air ou les eaux ou, d'une manière générale, d'empêcher que l'exécution du plan ne porte atteinte à l'environnement ou à la santé humaine.

Art. 10. Le Ministre peut, à tout moment et avec effet rétroactif, retirer la décision par laquelle il a approuvé le plan, lorsque son approbation a été basée sur de fausses déclarations ou lorsqu'il existe des présomptions sérieuses que les opérations de réhabilitation sont effectuées en infraction des dispositions légales, décrétales ou réglementaires. Préalablement au retrait de la décision, il est donné au redevable la possibilité de faire valoir son point de vue.

Art. 11. Toute décision prise en vertu des articles 9 et 10 est notifiée conformément à l'article 8.

Section 4. — Contrôle et exécution des plans

Art. 12. Le redevable adresse au fonctionnaire technique, aux dates fixées dans le plan et au moins tous les six mois, un rapport sur l'état d'avancement des opérations de réhabilitation.

Il répond à toute question que lui pose le Ministre ou le fonctionnaire technique, et facilite tout contrôle relatif aux opérations de réhabilitation en cours.

Art. 13. Sur rapport du fonctionnaire technique, le Ministre constate, à l'échéance du plan de réhabilitation, la réalisation ou non des conditions imposées.

Art. 14. Le Ministre peut faire procéder à l'exécution du plan, tous frais à charge du redevable :

1° lorsqu'il constate au terme du plan que les conditions de celui-ci n'ont pas été réalisées;

2° lorsqu'il retire la décision par laquelle il a approuvé le plan conformément à l'article 10.

Art. 15. Toute décision prise en vertu des articles 13 et 14 est notifiée conformément à l'article 8.

CHAPITRE II. — *Du cautionnement*

Art. 16. En même temps qu'il introduit le dossier conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, sauf s'il s'agit d'une autorité publique régionale, le redevable propose au Ministre la constitution d'un cautionnement bancaire visant à garantir les frais liés à l'exécution d'office du plan.

Ce cautionnement est émis, au bénéfice de l'Office, par un établissement de crédit inscrit sur une des listes de la Commission bancaire et financière, et stipuler l'engagement de cet établissement en qualité de caution solidaire et indivisible.

Le redevable est tenu de produire le projet de contrat et la preuve de l'engagement de l'établissement à signer ce contrat.

Art. 17. En même temps qu'il approuve le plan en vertu de l'article 7, le Ministre, sur avis du fonctionnaire technique conformément à l'article 6, fixe le montant du cautionnement et le délai endéans lequel la preuve de la constitution devra être rapportée.

Le montant du cautionnement est égal au montant présumé des frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient procéder ou faire procéder à l'exécution d'office du plan.

Art. 18. A l'article 681bis/75 du Règlement général pour la protection du travail, les termes "de l'arrêté du 24 juin 1993 portant exécution de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne" sont remplacés par les termes "de l'article 35, § 2, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes".

A l'article 121 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les termes "l'arrêté du 24 juin 1993 portant exécution de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne" sont remplacés par les termes "à l'article 35, § 2, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes".

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Art. 20. Les procédures en cours relatives à l'adoption d'un plan de réhabilitation sont poursuivies selon les règles applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 21. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 337

[2008/200324]

20. DEZEMBER 2007 — *Erlass der Wallonischen Regierung über die Rehabilitierungspläne*

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 2007 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, insbesondere des Artikels 35 § 2 Absatz 2;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 42 §§ 1 und 2 und Artikel 47 § 2;

Aufgrund des am 22. November 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. November 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 12. Dezember 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 2^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 43.900/4 des Staatsrats;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit begründet ist, ab dem 1. Januar 2008, Datum des Inkrafttretens des Steuerdekrets vom 22. März 2007, über ein Verfahren zur Untersuchung der in Artikel 35 § 2 Absatz 2 dieses Dekrets vorgesehenen Rehabilitierungspläne zu verfügen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Rehabilitierungspläne*Abschnitt 1 — *Definitionen und Grundsatz*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o Dekret: das Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 2007 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben;

2^o Minister: der Minister der Umwelt;

3^o Abgabepflichtiger: der in Artikel 36 des Dekrets erwähnte Abgabepflichtige;

4^o technischer Beamter: der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder dessen Vertreter;

5° Amt: das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle).

Art. 2 - Der in Artikel 35 § 2 des Dekrets erwähnte Rehabilitierungsplan unterliegt gemäß den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Regeln der Genehmigung des Ministers.

Abschnitt 2 — Inhalt der Rehabilitierungspläne

Art. 3 - In allen Fällen enthält die Akte zur Einreichung des Rehabilitierungsplans:

1° die Identität des Abgabepflichtigen und seine Eigenschaft - Zuwiderhandelnder, Besitzer von Abfällen, Antragsteller;

2° einen Ortsbefund des Geländes, für das die Genehmigung des Plans ersucht wird, einschließlich:

a) der Beschreibung und Identifizierung der vorhandenen Abfälle und der Schadstoffe;

b) der Beschreibung des Geländes, seiner Geschichte und des Ursprungs der Verschmutzung;

c) der Abgrenzung der Abfälle und Verschmutzungsfahnen, insbesondere auf der Grundlage von Plänen, in denen die Lokalisierung der Aufzeichnungen, die Schadstoffkonzentrationen im Boden, im Unterboden und in den Gewässern, die durch diese Verschmutzungen erreichte Tiefe, sowie die erwarteten Verschmutzungsfahnen angegeben werden;

d) des gesamten Volumens und der jeweiligen Anteile der Abfälle, Schadstoffe und verschmutzten Böden;

e) der neuesten und präzisen, von jedem Kardinalpunkt oder von den empfindlichsten Standpunkten aus aufgenommenen Fotos des Geländes;

f) der gegenwärtigen Nutzung des Bodens und des unmittelbaren Umfelds (Lebensraum, Pflanzenart usw.);

3° die Lokalisierung des Geländes:

a) Anschrift, Ortsname und Fläche;

b) einen Katasterplan und die Liste der Eigentümer der in einem Umkreis von 100 Metern um die von dem Plan betroffenen Parzellen gelegenen Parzellen;

c) die Bezeichnung der von dem Plan betroffenen Katasterparzellen und die Angabe der von einer jeden dieser Parzellen betroffenen Fläche;

d) die raumplanerische Zweckbestimmung im Sektorenplan und/oder im kommunalen Raumordnungsplan, wobei das Gelände auf Farbfotokopie gekennzeichnet ist;

e) ein Lageplan, in dem die vom Plan betroffenen Parzellen auf einer im Maßstab 1/10 000 erstellten topographischen Karte sowie deren georeferenzierte Lambert-Koordinaten angegeben werden und

f) ein Plan zur Lokalisierung besonderer oder empfindlicher Gebiete, worunter insbesondere die in der Nähe (300 m vom Gelände) vorhandenen Natura 2000-Gebiete;

4° eine Bewertung der Auswirkungen der Abfälle

I. auf der Grundlage einer einschlägigen geologischen, geomorphologischen und hydrographischen Untersuchung, die Bewertung der Auswirkungen der Abfälle auf die Grundwasservorkommen und die eventuellen Wasserentnahmestellen, sowie auf das Oberflächenwasser;

II. die Bewertung der Auswirkungen und Gefahren auf den Boden, den Unterboden, die Luft, die menschliche Gesundheit, die umliegende Tier- und Pflanzenwelt, worunter insbesondere die Natura 2000-Gebiete;

5° das Rehabilitierungsverfahren;

I. den Entwurf des Rehabilitierungsverfahrens, der eine Notiz enthält, in der die Grundlinien und die verfolgten Zielsetzungen beschrieben werden, sowie:

1. was den Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit auf dem Gelände und in dessen Umfeld betrifft:

a) die zu treffenden Maßnahmen, um die Gefahren einer Verschmutzung des Grund- und Oberflächenwassers so gering wie möglich zu halten;

b) die vorgeschlagenen Maßnahmen, um die Gefahr einer Luft- und Bodenverschmutzung durch die Gase, den Staub und eventuell durch das Fortfliegen von Abfällen so gering wie möglich zu halten; gegebenenfalls wird die Möglichkeit einer Explosionsgefahr berücksichtigt;

c) die Mittel zur Kontrolle der durch die unter a) und b) erläuterten Maßnahmen erzielten Leistungen (Brunnen, Analysen,...);

d) einen Standortplan der Überwachungs- und Kontrollbauwerke im geeignetsten Maßstab;

2. was die Veränderungen des Bodenreliefs betrifft, insbesondere:

a) eine Draufsicht der Reliefveränderung im geeignetsten Maßstab. Die Draufsicht umfasst einen Teil der umliegenden Parzellen;

b) Quer- oder Längsschnitte, idealerweise in demselben Maßstab wie die Draufsicht (gegebenenfalls können die vertikalen Maßstäbe leicht übertrieben werden im Verhältnis zu den horizontalen Maßstäben), die im Verhältnis zu Vermessungspunkten gekennzeichnet sind, die Querschnitte sind auf einer Draufsicht lokalisiert;

c) Skizzen oder Computergraphiken der Eingliederung oder "Kennzeichnung" im Landschaftsbild des rehabilitierten Geländes;

d) das Volumen, die Art und die Herkunft der strengstens für die Rehabilitierung verwendeten Schüttstoffe;

3. was den Abschnitt Natura 2000 betrifft und wenn das Projekt bedeutende Auswirkungen auf ein Natura 2000-Gebiet haben könnte, eine angemessene Bewertung der Umweltverträglichkeit, die insbesondere folgende Punkte anschnidet:

a) potenzielle Auswirkungen auf die Arten und Lebensräume des Gebiets von gemeinschaftlichem Interesse;

b) potenzielle Auswirkungen des Projekts auf die vorrangigen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse.

Für *a)* und *b)* werden insbesondere die unmittelbare Zerstörung der Lebensräume oder Arten, der Lärm, die Störung, die Gefahr einer Verschmutzung der Gewässer, der Böden usw. in Erwägung gezogen;

c) falls die Auswirkungen dieses Projekts auf das Natura 2000-Gebiet für die Wahrung des Erhaltungszustands der natürlichen Lebensräume und/oder Arten von gemeinschaftlichem Interesse schädlich sind, muss der Antragsteller dieser Bewertung eine zusätzliche Unterlage mit den nachstehenden Angaben beifügen:

c1. die Tatsache, dass keine Alternative zu diesem Projekt besteht;

c2. die zwingenden Gründe des überwiegenden öffentlichen Interesses, einschließlich sozialer oder wirtschaftlicher Art, zugunsten seiner Durchführung trotz der negativen Auswirkungen auf das Gelände, da bekanntlich im Falle, dass das betroffene Gelände eine vorrangige natürliche Lebensraumart betrifft, nur Erwägungen in Verbindung mit der menschlichen Gesundheit und der öffentlichen Sicherheit oder mit wesentlichen günstigen Auswirkungen für die Umwelt oder, nach Begutachtung durch die Kommission der Europäischen Gemeinschaft, mit anderen zwingenden Gründen des überwiegenden öffentlichen Interesses geltend gemacht werden können;

c3. die getroffenen Maßnahmen zur Einschränkung dieser negativen Auswirkungen:

— auf das Projekt selbst;

— während der Durchführungsphase;

— während der Betriebsphase.

4. die in Aussicht genommenen eventuellen Ausgleichsmaßnahmen.

II. die genaue Beschreibung des kurz-, mittel- und langfristigen Wiederverwendungsprojekts.

III. falls das Verfahren die Anlage von Pflanzungen mit einschließt, sind folgende Unterlagen beizufügen:

a) eine Draufsicht der Vegetationsmasse im geeignetsten Maßstab;

b) eine Draufsicht der spezifischeren Zonen (mit spezifischen Arten bepflanzt) im geeignetsten Maßstab;

c) auf der Grundlage des oder der in Punkt 5° I. erwähnten Skizzen, Skizzen oder eine Computergraphik, in denen der Beitrag der Pflanzungen in der Eingliederung oder Kennzeichnung der Deponie im Landschaftsbild hervorgehoben wird.

In den Draufsichten der Pflanzungen müssen die Pflanzenreihen, die Vegetationsmassen, die Pflanzengesellschaften, die Gleichabstände zwischen den Pflanzungen, die Art der Pflanzen, deren Wuchskraft und Dichte, sowie die Stellen, Arten und Methoden der Rasenansaat angegeben werden;

6° die zur Durchführung des Projekts empfohlenen technischen Verfahren und die Beschreibung der Arbeiten und der einzusetzenden Anlagen.

Insofern das Verfahren die Ausführung einer Bodensanierung auf dem Gelände voraussetzt:

— eine Notiz, deren Inhalt mit der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit identisch ist, deren Muster in der Anlage VI des vorschriftsmäßigen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnt wird;

— einen in einem geeigneten Maßstab erstellten Standort- und Lageplan, in dem die Anordnung der Bestände, Geräte, Maschinen, sowie deren Standort im Verhältnis zu den benachbarten Grundstücken und Wohngebäuden angegeben werden;

— eine genaue Beschreibung der Anlage und der einzusetzenden Geräte und Verfahren, die Art und Leistung eines jeden Motors, sowie die Art und die ungefähren Mengen der einzulagernden Produkte (feste oder flüssige Behandlungsrückstände, flüssige oder gasförmige Brennstoffe, bei den Vorgängen verwendete chemische Produkte);

— die Lagerbedingungen der Rückstände und Hilfsstoffe;

— die Arbeitszeitregelung (Tage und Uhrzeiten);

— die Anzahl der auf der Baustelle beschäftigten Personen;

7° I. die Identifizierung der verfolgten Ziele und der insbesondere hinsichtlich der Restkonzentrationen von Schadstoffen im Boden, im Unterboden, in den Gewässern erwarteten Leistungen und die Auswirkungen auf die Umwelt, die menschliche Gesundheit auf dem Gelände und auf dessen Umgebung;

II. die genaue Beschreibung eines kurz-, mittel- und langfristigen Wiederverwendungs- und Wiederbelebungsprojekts;

8° die bei der Durchführung des Verfahrens zur Erhaltung der Umwelt und der menschlichen Gesundheit bestimmten Maßnahmen;

9° den Zeitplan der Ausführung des Plans (Karte und Skizze der Phasenplanung) und dessen Frist;

10° die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Nachbewirtschaftung, sowie deren Dauer;

11° Namen und Anschriften der Personen, die der Ansprechpartner beabsichtigt, mit der Ausführung des Plans und der Nachbewirtschaftung zu beauftragen;

12° die förmliche Verpflichtung, einen Ortsbefund des Geländes nach der Rehabilitierung zu erstellen;

13° die Veranschlagung der Kosten für die Rehabilitierung und die Nachbewirtschaftung, inkl. MwSt;

14° gegebenenfalls unter den in Artikel 16 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen den Nachweis der Verpflichtung eines Kreditinstituts als solidarischer und unteilbarer Mitbürge für den Betrag der Rehabilitierungskosten.

In Abweichung von dem vorliegenden Absatz brauchen die Unterlagen, über die die Verwaltung bereits verfügt, nicht mehr übermittelt zu werden.

Abschnitt 3 — Genehmigung und Änderung der Pläne

Art. 4 - Die Akte wird vom Abgabepflichtigen in 7 Exemplaren und einem Exemplar in elektronischer Form per Einschreiben bei der Post oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, beim technischen Beamten eingereicht.

Innerhalb von dreißig Tagen ab der Einreichung der Akte überprüft der technische Beamte, ob die Akte vollständig ist und teilt dem Abgabepflichtigen, dem Gemeinderat der betroffenen Gemeinde und dem Minister mit, ob die Akte zulässig ist oder nicht.

Art. 5 - Gleichzeitig mit der Benachrichtigung des Abgabepflichtigen, des Gemeinderats der betroffenen Gemeinde und des Ministers, dass die Akte zulässig ist, richtet der technische Beamte eine Abschrift an folgende Beamte:

- 1° den Beamten, der das Amt leitet;
- 2° den Generalsinspektor der Abteilung Wasser;
- 3° den für die Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens zuständigen Provinzdirektor;
- 4° den Generalsinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen.

Diese Beamten verfügen über fünfzig Tage, um dem technischen Beamten ihr begründetes Gutachten zu übermitteln. Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass sie ein günstiges Gutachten abgegeben haben.

Art. 6 - Der technische Beamte erstellt einen zusammenfassenden Bericht und legt den Rehabilitierungsplan fest, indem er sich insbesondere auf die in Artikel 3 erwähnten Unterlagen und die in Artikel 5 erwähnten Gutachten stützt, und, falls dieser merklich von dem Planentwurf, wie er gemäß den Artikeln 3 und 4 eingereicht wurde, abweicht, nachdem er den Abgabepflichtigen angehört hat.

Er richtet den zusammenfassenden Bericht und den Rehabilitierungsplan an den Minister, sowie ein Exemplar des Berichts und des Plans in elektronischer Form.

Art. 7 - Innerhalb von hundertzwanzig Tagen, die auf die an ihn gerichtete Zustellung folgt, dass die Akte zulässig ist, befindet der Minister über den Plan.

Er legt den Zeitplan der Ausführung und die Frist des Plans fest, ohne dass diese drei erneuerbare Jahre überschreiten darf. Er legt die Daten fest, an denen der Abgabepflichtige dem technischen Beamten den oder die Berichte über den Entwicklungsstand der Rehabilitierungsvorgänge übermittelt.

Art. 8 - Der Beschluss über den Plan wird dem Abgabepflichtigen, dem Gemeinderat der betroffenen Gemeinde und den in Artikel 5, Absatz 1 erwähnten Beamten, sowie dem zuständigen Regionaldirektor der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen vom technischen Beamten zugestellt.

Art. 9 - Auf Vorschlag des technischen Beamten kann der Minister, nachdem er dem Abgabepflichtigen die Möglichkeit gegeben hat, seinen Standpunkt gelten zu lassen, jederzeit die auferlegten Verpflichtungen ändern, insbesondere um die negativen Auswirkungen auf den Boden, die Pflanzenwelt, die Tierwelt, die Luft oder die Gewässer einzuschränken oder allgemein um zu verhindern, dass die Durchführung des Plans der Umwelt oder der menschlichen Gesundheit schadet.

Art. 10 - Der Minister kann jederzeit und rückwirkend den Beschluss, durch den er den Plan genehmigt hat, rückgängig machen, wenn seine Genehmigung auf falschen Aussagen beruht oder wenn ernsthaft vermutet wird, dass die Rehabilitierungsvorgänge in Verstoß gegen die gesetzlichen, Dekrets- oder vorschrittmäßigen Bestimmungen durchgeführt werden. Vor Rückgängigmachung des Beschlusses wird dem Abgabepflichtigen die Möglichkeit gegeben, seinen Standpunkt gelten zu lassen.

Art. 11 - Jeder aufgrund der Artikel 9 und 10 gefasste Beschluss wird gemäß Artikel 8 zugestellt.

Abschnitt 4 — Kontrolle und Durchführung der Pläne

Art. 12 - Der Abgabepflichtige übermittelt dem technischen Beamten an den im Plan festgelegten Daten und mindestens alle sechs Monate einen Bericht über den Entwicklungsstand der Rehabilitierungsvorgänge.

Er antwortet auf alle Fragen, die der Minister oder der technische Beamte ihm stellt und erleichtert jegliche Kontrolle bezüglich der laufenden Rehabilitierungsvorgänge.

Art. 13 - Auf Bericht des technischen Beamten stellt der Minister am Fälligkeitsdatum des Rehabilitierungsplans fest, ob die auferlegten Bedingungen erfüllt wurden oder nicht.

Art. 14 - Der Minister kann die Durchführung des Plans mit allen Kosten zu Lasten des Abgabepflichtigen vornehmen lassen:

- 1° wenn er nach Fristablauf des Plans feststellt, dass dessen Bedingungen nicht erfüllt wurden;
- 2° wenn er seinen Beschluss, durch den er den Plan 10 genehmigt hat, gemäß Artikel rückgängig macht.

Art. 15 - Jeder aufgrund der Artikel 13 und 14 gefasste Beschluss wird gemäß Artikel 8 zugestellt.

KAPITEL II — Garantie

Art. 16 - Gleichzeitig mit der Einreichung der Akte gemäß Artikel 4 Absatz 1 und außer wenn es sich um eine regionale öffentliche Behörde handelt, schlägt der Abgabepflichtige dem Minister die Hinterlegung einer Bankgarantie vor, die darauf gerichtet ist, die mit der Durchführung von Amts wegen des Plans verbundenen Kosten zu decken.

Diese Garantie wird von einem in einer der Listen der Kommission für das Bank- und Finanzwesen eingetragenen Kreditinstitut zugunsten des Amtes ausgegeben und sieht die Verpflichtung dieses Instituts als solidarischer und unteilbarer Mitbürge vor.

Der Abgabepflichtige ist verpflichtet, den Vertragsentwurf und den Nachweis der Verpflichtung des Instituts zur Unterzeichnung dieses Vertrags vorzulegen.

Art. 17 - Gleichzeitig mit der Genehmigung des Plans aufgrund des Artikels 7 legt der Minister auf Gutachten des technischen Beamten gemäß Artikel 6 den Betrag der Garantie und die Frist, innerhalb deren der Nachweis der Garantiehinterlegung erbracht werden muss, fest.

Der Betrag der Garantie entspricht dem voraussichtlichen Betrag der Kosten, die die öffentlichen Behörden zu tragen hätten, wenn sie die Durchführung von Amts wegen des Plans vornehmen oder vornehmen lassen müssten.

Art. 18 - In Artikel 681bis/75 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung werden die Wörter "des Erlasses vom 24. Juni 1993 zur Ausführung von Artikel 7 § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region" durch die Wörter "des Artikels 35 § 2 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben" ersetzt.

In Artikel 121 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden die Wörter "Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 zur Durchführung des Artikels 7, § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region" durch die Wörter "Artikel 35, § 2 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben" ersetzt.

Art. 19 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2008 in Kraft.

Art. 20 - Die laufenden Verfahren bezüglich der Verabschiedung eines Rehabilitierungsplans werden entsprechend den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses anwendbaren Regeln verfolgt.

Art. 21 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 337

[2008/200324]

20 DECEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de rehabilitatieplannen

De Waalse Regering,

Gelet op het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, inzonderheid op artikel 35, § 2, lid 2;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 42, §§ 1 en 2, en op artikel 47, § 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 november 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 november 2007;

Gelet op advies nr. 43.900/4 van de Raad van State, gegeven op 12 december 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ingegeven door het feit dat er vanaf 1 januari 2008, datum waarop het fiscale decreet van 22 maart 2007 in werking treedt, een procedure beschikbaar moet zijn voor de behandeling van de rehabilitatieplannen bedoeld in artikel 35, § 2, lid 2, van dat decreet;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Rehabilitatieplannen

Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen en beginsel

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen;

2° Minister : de Minister van Leefmilieu;

3° belastingplichtige : de belastingplichtige bedoeld in artikel 36 van het decreet;

4° technisch ambtenaar : de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of zijn afgevaardigde;

5° "dienst" : "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen).

Art. 2. Het rehabilitatieplan bedoeld in artikel 35, § 2, van het decreet wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister overeenkomstig de regels bepaald bij dit besluit.

Afdeling 2. — Inhoud van de rehabilitatieplannen

Art. 3. Het dossier voor de indiening van het rehabilitatieplan bevat in ieder geval :

1° de identiteit van de belastingplichtige en hoedanigheid - overtreder, afvalhouder, aanvrager;

2° een omschrijving van de locatie waarvoor om de goedkeuring van het plan wordt verzocht, met inbegrip van :

a) de omschrijving en de identificatie van de aanwezige afvalstoffen en milieugevaarlijke stoffen;

b) de omschrijving van de locatie, de historiek ervan en de oorsprong van de vervuiling ervan;

c) de afbakening van de afvalstoffen en de vervuilende lagen, meer bepaald op grond van plannen die de plaats van de opmetingen aangeven, de concentraties aan vervuilende stoffen in de bodem, de ondergrond en het water,

de diepte van die vervuilingen, evenals de vermoedelijke vervuilende lagen;

d) het totale volume en de respectievelijke percentages van de afvalstoffen, de vervuilende stoffen en de vervuilde bodems;

e) recente en nauwkeurige foto's van de locatie, genomen vanuit elke windstreek of de meest gevoelige gezichtspunten;

f) de huidige bezetting van de bodem en onmiddellijke omgeving (habitat, soort plantengroei, enz.);

3° de plaatsvermelding :

a) adres, plaatsnaam en oppervlakte;

b) een kadastraal plan en de lijst van de eigenaars van de percelen gelegen in een straal van honderd meter rondom de percelen die bij het plan betrokken zijn;

c) de omschrijving van de kadastrale percelen betrokken bij het plan en de mededeling van de betrokken oppervlakte van elk perceel;

d) de planologische bestemming op het gewestplan en/of op het gemeentelijk plan van aanleg, met aanwijzing van de locatie op een kleurenfotokopie;

e) een situatieplan met opgave van de bij het plan betrokken percelen op een topografische kaart op schaal 1/10 000e en hun Lambert-coördinaten met georeferentie, en

f) een liggingsplan van de bijzondere of gevoelige gebieden waaronder met name de Natura 2000-omtrekken die in de nabijheid liggen (300 m van de locatie);

4° beoordeling van de impact van de afvalstoffen

I. op grond van een pertinente geologische, hydrogeologische, geomorfologische en hydrografische studie, de beoordeling van de impact van de afvalstoffen op de grondwaterlagen en de eventuele waterwinningen, evenals op de oppervlaktewateren;

II. de beoordeling van de gevolgen en de risico's voor de bodem, de ondergrond, de lucht, de menselijke gezondheid, de omgevingsfauna en -flora, w.o. met name de Natura 2000-gebieden;

5° het rehabilitatieproces

I. het ontwerp-rehabilitatieproces met inbegrip van een uiteenzetting van de richtsnoeren en de opties die nagestreefd worden, evenals :

1. wat betreft de bescherming van het leefmilieu en de menselijke gezondheid op de locatie en in de omgeving ervan :

a) de te treffen maatregelen om zo veel mogelijk de vervuilingrisico's voor het grond- en oppervlaktewater te verminderen;

b) de maatregelen voorgesteld om zo veel mogelijk het risico op lucht- en bodemvervuiling te verminderen door toedoen van gas, stof en eventueel rondvliegende afvalstoffen; in voorkomend geval wordt rekening gehouden met ontploffingsgevaar;

c) de middelen voor de controle van de performantie van de onder *a)* en *b)* opgegeven maatregelen (putten, analyses,...);

d) een plattegrond van de bouwwerken voor de bewaking en de controle op de meest geschikte schaal;

2. wat betreft de wijzigingen in het bodemreliëf, met name :

a) een bovenaanzicht van de wijziging in het reliëf op de meest geschikte schaal. Het bovenaanzicht omvat een deel van het reliëf van de omliggende percelen;

b) profielen of lengte- en dwarsdoorsneden, idealiter op dezelfde schaal als het bovenaanzicht (in voorkomend geval kunnen de verticale schalen lichtjes uitgegroot worden ten opzichte van de horizontale schalen), aangeduid tegenover vaste punten, de profielen en doorsneden worden gelokaliseerd op een bovenaanzicht;

c) schetsen of computerbeelden van de opnemings- of markering van de gerehabiliteerde locatie in het landschap;

d) het volume, de aard of de oorsprong van de stoffen enkel gebruikt voor het opvullen van de gerehabiliteerde locatie;

3. wat betreft het aspect Natura 2000, als het ontwerp een significante impact zou kunnen hebben op een Natura 2000-locatie, omvat het eveneens een geschikte beoordeling van de effecten waarin meer bepaald volgende punten te berde worden gebracht :

a) potentieel impact op de soorten en habitats met een gemeenschapsbelang op de locatie;

b) potentieel impact op de habitats met een prioritair gemeenschapsbelang.

Voor *a)* en *b)* wordt met name rekening gehouden met de rechtstreekse vernieling van de habitats of de soorten, de geluidshinder, het risico op vervuiling van water, bodem, enz.;

c) in de gevallen waarin de impact van dat ontwerp op de Natura 2000-locatie ongunstig is voor de staat van instandhouding van de natuurlijke habitats en/of soorten met een gemeenschapsbelang moet de aanvrager bij die beoordeling een aanvullende bijlage voegen met de melding :

c1. dat er geen alternatief is voor dat ontwerp;

c2. van de dwingende redenen van een hoger openbaar belang, met inbegrip van hun maatschappelijke of economische aard voor de uitvoering ervan ondanks het negatieve effect in de wetenschap dat indien de betrokken locatie dient als onderkomen voor een soort prioritair natuurlijk habitat enkel overwegingen aangevoerd kunnen worden die verband houden met de menselijke gezondheid en de openbare veiligheid of met levensbelangrijke gunstige gevolgen voor het leefmilieu of, na advies van de Europese Commissie, met andere dwingende redenen van een hoger openbaar belang;

c3. van de maatregelen die getroffen worden om die negatieve impact in te perken :

- op het ontwerp zelf;
- tijdens de uitvoeringsfase;
- tijdens de uitbatingsfase;

4. de eventueel vooropgestelde compenserende maatregelen;

II. de nauwkeurige omschrijving van het herbestedingsproject op korte, middellange en lange termijn;

III. indien er sprake is van aanplantingen in het proces, worden ook volgende bijlagen bijgevoegd :

a) een bovenaanzicht van de plantengroepen op de meest geschikte schaal;

b) een bovenaanzicht van de specifiekere gebieden (namelijk met specifieke plantensoorten) op de meest geschikte schaal;

c) op grond van de schets(en) vermeld in punt 5° I., schetsen of computerbeelden die uitleggen welke de bijdrage is van de aanplantingen in de opnemings- of de markerings- van de stortplaats in het landschap.

In de bovenaanzichten van de aanplantingen dienen de bomenrijen, de plantengroepen, de plantenassociaties, de gelijke afstanden tussen de aanplantingen, de aard van de plantensoorten, hun kracht en dichtheid, evenals de plaatsen, de soorten en technieken voor de aanleg van grasperken duidelijk toonbaar worden gemaakt;

6° de aanbevolen technieken voor de uitvoering van het project en de omschrijving van de werkzaamheden en de installaties die geïmplementeerd moeten worden.

Voor zover het proces de uitvoering van een bodemsanering op de locatie zelf inhoudt :

— een uiteenzetting waarvan de inhoud overeenkomt met de evaluatienota inzake milieueffecten waarvan het model bedoeld is in bijlage VI bij het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;

— een aanplantings- en situatieplan, opgemaakt op de geschikte schaal, met opgave van de ligging van de stapels, de apparaten, de machines, en hun ligging tegenover de naburige eigendommen en woningen;

— een nauwkeurige omschrijving van de installatie en de apparaten en uit te voeren technieken, de aard en het vermogen van elke motor en de aard en de bij benadering aangegeven hoeveelheden producten die opgeslagen moeten worden (vaste of vloeibare resten van de afvalverwerking, vloeibare of gasachtige brandstoffen, scheikundige producten gebruikt bij de verrichtingen, enz.);

— de voorwaarden voor de opslag van het restafval en de bijhorende stoffen;

— de arbeidstijdregeling (werkdagen en -uren);

— het aantal mensen tewerkgesteld op de werf;

7° I. de identificatie van de na te streven doelstellingen en de verwachte prestaties in termen van met name de residuele concentraties van vervuulende stoffen in de bodem, de ondergrond, het grondwater en het effect ervan op het leefmilieu en de menselijke gezondheid op de locatie en de directe omgeving;

II. de nauwkeurige omschrijving van een herbestedings- en heroplevingsproject op korte, middellange en lange termijn;

8° de maatregelen ter vrijwaring van het leefmilieu en de menselijke gezondheid bij de uitvoering van het proces;

9° het tijdschema voor de uitvoering van het plan (kaart en schets van de fasering) en einde ervan;

10° de voorgestelde nabeheersmaatregelen en duur ervan;

11° naam en adres van de personen die de aanspreekpartner voorstelt te belasten met de uitvoering van het plan en het nabeheer;

12° de formele verbintenis om een plaatsomschrijving van de locatie op te stellen na rehabilitatie;

13° de raming van de kosten van de rehabilitatie en het nabeheer, BTW inbegrepen;

14° in voorkomend geval, onder de voorwaarden bepaald in artikel 16 van dit besluit, het bewijs dat een kredietinstelling zich hoofdelijk en ondeelbaar borg heeft gesteld voor het bedrag van de kostprijs van de rehabilitatie.

In afwijking van vorig lid hoeven de stukken waarover het bestuur reeds beschikt niet meer te worden ingediend.

Afdeling 3. — Goedkeuring en wijziging van de plannen

Art. 4. Het dossier wordt in zeven exemplaren bij de technisch ambtenaar ingediend door de belastingplichtige, met eveneens een exemplaar op een elektronische informatiedrager, bij een ter post aangetekend schrijven of volgens elke andere modaliteit waarmee er een vaste datum aan verleend wordt.

Binnen de dertig dagen na indiening van het dossier gaat de technisch ambtenaar na of het dossier volledig is en geeft kennis aan de belastingplichtige, aan het gemeentecollege van de betrokken gemeente en aan de Minister van het feit dat het dossier al dan niet ontvankelijk is.

Art. 5. In dezelfde tijd als die waarin hij aan de belastingplichtige, aan het gemeentecollege van de betrokken gemeente en aan de Minister kennis geeft van het feit dat het dossier ontvankelijk is, richt de technisch ambtenaar er een afschrift van aan volgende ambtenaren :

1° de leidend ambtenaar van de Dienst;

2° de inspecteur-generaal van de Afdeling Water;

3° de bevoegde provinciale directeur van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

4° de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen.

Die ambtenaren beschikken over vijftig dagen om hun met redenen omkleed advies in te dienen bij de technisch ambtenaar. Als die termijn eenmaal verstreken is, zijn zij geacht een gunstig advies te hebben verstrekt.

Art. 6. De technisch ambtenaar stelt een samenvattend verslag op en stelt het rehabilitatieplan vast waarbij hij zich meer bepaald baseert op de stukken bedoeld in artikel 3 en op de adviezen bedoeld in artikel 5, en indien hij gevoelig afwijkt van het ontwerp-plan zoals ingediend overeenkomstig de artikelen 3 en 4, na de belastingplichtige te hebben gehoord.

Hij richt het samenvattend verslag en het rehabilitatieplan, evenals een exemplaar van het verslag en van het plan op een elektronische informatiedrager, aan de Minister.

Art. 7. De Minister beslist over het plan binnen de honderdtwintig dagen volgend op de hem gedane kennisgeving van het feit dat het dossier ontvankelijk is.

Hij bepaalt het tijdschema voor de uitvoering en de einddatum van het plan zonder dat dat meer mag bedragen dan drie verlengbare jaren. Hij bepaalt de data waarop de belastingplichtige het verslag of de verslagen met de stand van zaken in de rehabilitatieverrichtingen aan de technisch ambtenaar overmaakt.

Art. 8. De beslissing over het plan wordt door de technisch ambtenaar medegedeeld aan de belastingplichtige, het gemeentecollege van de betrokken gemeente en aan de ambtenaren bedoeld in artikel 5, lid 1, evenals aan de bevoegde gewestelijke directeur van de Afdeling Preventie en Vergunningen.

Art. 9. Op voorstel van de technisch ambtenaar kan de Minister te allen tijde, na de belastingplichtige de mogelijkheid te hebben gegeven om zijn standpunt uiteen te zetten, de opgelegde verplichtingen wijzigen, met name om de negatieve gevolgen ervan op flora, fauna, lucht of water in te perken of, algemeen, om te voorkomen dat de uitvoering van het plan schade berokkent aan het leefmilieu of aan de menselijke gezondheid.

Art. 10. De Minister kan te allen tijde en met terugwerkende kracht de beslissing intrekken waarbij hij het plan heeft goedgekeurd, indien zijn goedkeuring gegrond was op valse verklaringen of indien er ernstige vermoedens bestaan dat de rehabilitatieverrichtingen een overtreding vormen op wettelijke, decreetgevende of regelgevende bepalingen. Voor de beslissing ingetrokken wordt, wordt de belastingplichtige de mogelijkheid geboden zijn standpunt uiteen te zetten.

Art. 11. Elke beslissing getroffen krachtens de artikelen 9 en 10 wordt overeenkomstig artikel 8 medegedeeld.

Afdeling 4. — Controle en uitvoering van de plannen

Art. 12. De belastingplichtige richt op de data bepaald in het plan of minstens om de zes maanden een verslag aan de technisch ambtenaar over de stand van zaken in de rehabilitatieverrichtingen.

Hij beantwoordt elke vraag die de Minister of de technisch ambtenaar hem stelt en vergemakkelijkt elke controle van de lopende rehabilitatieverrichtingen.

Art. 13. Op verslag van de technisch ambtenaar stelt de Minister na de vervaldatum van het rehabilitatieplan vast of de opgelegde voorwaarden al dan niet zijn uitgevoerd.

Art. 14. De Minister kan het plan doen uitvoeren op kosten van de belastingplichtige :

1° indien hij na afloop van het plan vaststelt dat de voorwaarden ervan niet zijn uitgevoerd;

2° indien hij de beslissing intrekt waarbij hij het plan overeenkomstig artikel 10 heeft goedgekeurd.

Art. 15. Elke beslissing getroffen krachtens de artikelen 13 en 14 wordt overeenkomstig artikel 8 medegedeeld.

HOOFDSTUK II. — Borgstelling

Art. 16. In dezelfde tijd als waarin hij het dossier indient overeenkomstig artikel 4, lid 1, behalve als het een gewestelijke overheid betreft, stelt de belastingplichtige aan de Minister de stelling van een bankwaarborg voor om de kosten in verband met de ambtshalve uitvoering van het plan te dekken.

Die borgstelling gaat ten voordele van de Dienst uit van een kredietinstelling ingeschreven op één van de lijsten van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en moet de verbintenis van die instelling inhouden als hoofdelijke en ondeelbare borg.

De belastingplichtige is verplicht het ontwerp-contract en het bewijs van de verbintenis van de instelling om dat contract te ondertekenen, voor te leggen.

Art. 17. In dezelfde tijd als waarin hij het plan goedkeurt krachtens artikel 7 stelt de Minister na advies van de technisch ambtenaar overeenkomstig artikel 6 het bedrag van de borgstelling vast, alsmede de termijn waarin het bewijs van de borg wordt geleverd.

Het bedrag van de borgstelling komt overeen met het vermoedelijke bedrag van de kosten die de overheid zou dragen indien zij het plan ambtshalve zou moeten (laten) uitvoeren.

Art. 18. In artikel 681bis/75 van het Algemeen Reglement voor de bescherming van de arbeid worden de bewoordingen "het besluit van 24 juni 1993 tot uitvoering van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest" vervangen door de bewoordingen "van artikel 35, § 2, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen".

In artikel 121 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de bewoordingen "het besluit van 24 juni 1993 tot uitvoering van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest" vervangen door de bewoordingen "in artikel 35, § 2, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen".

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008.

Art. 20. De lopende procedures voor de aanneming van een rehabilitatieplan worden voortgezet volgens de regels geldend vóór inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 21. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN